

Compte-rendu du CA de l'UNIRS

Lundi 21 septembre 2026, de 10 h à 16 h

Présent·e·s : 16 (7 femmes et 9 hommes).

Pour les organisations syndicales nationales (5 personnes) : Solidaires Finances Publiques (Gérard Gourguechon) ; Solidaires SUD Emploi (Suzanne Bellet) ; SUD PTT (Philippe Cornélis) ; SUD-Rail (Anne Millant et Christian Mahieux).

Pour les Solidaires départementaux (11 personnes) : 14 Basse-Normandie (Jean-Pierre Nunès, Odile Hervieu) ; 44 Loire-Atlantique (Jacky Chataigner, Yves Le Lann) ; 51 Marne et Champagne-Ardenne (Patrice Perret) ; 59 Nord (Michèle Béarez, André Delcroix) ; 75 Paris (Geneviève Mérand, Jean-Yves Lefort) ; 94 Val-de-Marne (Carine Delhostal, Odette Dick).

Excusé·e·s : Yveline Bahy (25 Doubs), Didier Delinotte (59 Nord), Denis Turbet-Delof (85 Vendée), Jean-Louis Marziani et Philippe Barre (94 Val-de-Marne)

Ordre du jour :

- Situation du G9
- Actions du 14 octobre et du 19 novembre
- Trésorerie : cotisations, dépenses (site Internet, logiciel mise en page)
- AG du 8 décembre
- Point Actualités
- Divers : suite du point associations en péril, manifestation de retraité·es à Madrid, Mayotte, Haut Conseil de l'Âge

Avant le début de la réunion, Jean-Pierre Nunès (Basse-Normandie), intervient sur le précédent compte-rendu et précise, à juste titre, qu'il faut remplacer motion d'actualités par motion d'orientation.

Situation du « G9 »

Christian Mahieux rappelle les tensions dans le « G9 ».

Les tensions dans le G9 ont commencé à l'occasion de la décision des manifestations du 20 mars 2025, lorsque les 8 autres organisations ont appris la date des manifestations dans les tracts CGT. La CGT s'est excusée à moitié en promettant, lors d'une autre fois, de prévenir le G9 de la date qu'elle a

choisie avant de la rendre publique, promesse qu'elle n'a pas tenue ensuite.

La CFTC a suspendu sa participation jusqu'à son congrès confédéral qui s'est tenu en juin 2026. Interrogée sur son absence après la réunion, elle a informé que son équipe se mettait en place, avec des personnes nouvelles. Nous ne savons pas quand la CFTC reviendra, si elle revient.

Pour la CGC, l'ancienne responsable venait au G9 mais n'a pas été réélue au congrès. Le nouveau responsable participe au G9 et a une attitude constructive, il passe par-dessus l'attitude de la CGT pour que le G9 vive et agisse.

FO a saisi l'occasion du non-respect des décisions communes du G9 par la CGT pour annoncer son retrait du G9, le matin de la réunion du 8 septembre. Son retour n'est pas envisageable rapidement. De fait, les pratiques respectives de la CGT et de FO renforcent leur côté sectaire.

Les différents avec la CGT (voir courrier du G5 - FO, CFE-CGC, FSU, Solidaires, FGR-FP) portent encore sur le choix unilatéral de la date du 19 novembre, mais surtout sur la façon d'étendre la mobilisation à la CFDT et l'UNSA. Tout le monde semblait d'accord sur le fait de réunir le G9 pour décider des revendications à prioriser dans la période avant de rencontrer d'autres organisations, c'est ainsi que c'est écrit dans le relevé de décisions du 8 septembre. Mais le lendemain, un courrier de la CGT invitait CFDT et UNSA à une réunion le 14 septembre. Lors de cette réunion de ces 3 organisations, l'UNSA a annoncé sa présence dans les rassemble-

ments du 14 octobre, CFDT et UNSA ont déclaré qu'elles étaient d'accord sur le principe de la manifestation nationale du 19 novembre, avec quelques réserves pour la CFDT qui préfère attendre son bureau du 5 octobre et d'avoir des éléments plus précis sur les mesures budgétaires pour le PLFSS et la loi de finances, pour se positionner. Les 3 organisations ont prévu de se revoir pour une réponse définitive le 19 octobre à 14 h 30, la CGT enverra une convocation aux organisations du « G9 » ...sur laquelle nous devons réfléchir et prendre une décision. L'invitation unilatérale faite par la CGT à la CFDT et à l'UNSA fait partie des problèmes avec la CGT.

Il existe un problème interne dans le fonctionnement de la CGT. La responsable de l'UCR-CGT est intervenue la première le 8 septembre et a affirmé qu'elle a envoyé le courrier pour la réunion du 14 septembre, ainsi que le compte-rendu du 14. Un autre camarade de la CGT est intervenu derrière « *c'est normal que vous n'ayez pas eu les courriers, nous n'avons pas décidé de vous l'envoyer* ». Ce n'est pas facile de travailler ensemble dans ces conditions.

Le G9 est de fait un G7 mais, pour nous, il reste un outil utile pour les actions, bien que ce soit compliqué. Nous percevons mal où en est la CGT

Principaux éléments de la discussion :

- **Anne Millant** (SUD-Rail) a discuté avec un responsable de FO à l'occasion d'une manifestation récente. Conscient de l'importance du G9, il a confirmé n'avoir pas fermé définitivement la porte. La CGT a décidé du déroulement des deux actions.
- **Carine Delhostal** (94 Val-de-Marne) : le 94 vit les mêmes difficultés avec la CGT. Un projet de réunion des retraités s'est mise en place difficilement à cause de freins divers de la CGT, mais elle aura lieu le 28 septembre et portera sur l'autonomie. L'Udirc 94 y a contribué en rédigeant un tract sur l'autonomie et les déplacements.
- **Jean-Pierre Nunès** (Basse-Normandie) a eu sa réunion de rentrée du G9, avec la CFDT comme d'habitude. La CFTC a annoncé qu'elle ne participera pas, comme au niveau national (qui aurait décidé de ne plus participer). La CGT a fait part de ses décisions pour le 14 : rassemblement devant le Medef car le personnel de l'Agirc-Arrco n'est pas responsable de la situation. Elle a précisé que c'était décidé et qu'il n'était pas question de faire autrement. FSU, Solidaires et FGR-FP suivent la CGT. C'est le tract CGT qui sera repris et qui annonce la pétition de la seule CGT. C'est inextricable, mais les autres organisations n'ont pas le poids pour faire bouger la CGT. La CGT a informé qu'elle avait retenu 3 bus au départ de Caen et qu'elle payait la place de ses adhérentes (pas pour les autres qui doivent payer collectivement ou

faire payer chaque personne). Ces conditions ne permettent pas de mobiliser beaucoup de monde. Les cars de Caen vont partir à 7 heures du matin, pour rentrer à 20 heures ; ça dissuade nombre de personnes retraitées.

- **Gérard Gourguechon** (Solidaires Finances publiques) trouve que c'est sérieusement embêtant, la CGT fait chier mais elle a les moyens de s'imposer. Le G9 a prouvé son efficacité en ayant bloqué notamment la décision du gouvernement de geler les pensions, la CGT le sait. En devenant intransigente à l'égard des autres organisations du G9, la CGT sait qu'elle risque de faire éclater « l'outil G9 », qui est aussi un outil pour elle-même. Elle prend donc délibérément le risque de casser l'outil qui permettait aux personnes retraitées de faire reculer les gouvernements. La CGT ouvre donc, de fait, la voie aux régressions sociales. L'élargissement que la CGT fait à la CFDT et à l'UNSA change avec le passé où elle était intransigente sur les bases des mobilisations. La CGT met du mou dans son comportement, est-ce une anticipation de l'arrivée au pouvoir du RN ? Nous ne pouvons pas faire bouger la CGT par le poids des 8 autres, du fait, en outre, des retraits de FO et CFTC. Une manifestation nationale décourage les militant·es qui viennent de loin, la CGT le sait aussi.

- **Yves Le Lann** (44 Loire-Atlantique) informe que la réunion se tiendra demain, sans FO ni CFTC, ni d'ailleurs de la CGC qui ne vient plus depuis longtemps et dont le responsable reprenait les idées du RN. Une réunion réduite de la FSU qui a invité CGT, Solidaires et FGR-FP met en place des actions contre l'extrême-droite.
- **Anne Millant** (SUD-Rail) : à Paris, la CGT prépare seule les actions dans le détail et accepte que les autres organisations la rejoignent. Seul Solidaires distribue les tracts unitaires. Pour les appels à manifester, la CGT distribue son propre tract, pas celui des 9 (vu sur les marchés). Pour le 14 octobre, nous distribuerons le tract UNIRS avec l'unitaire au dos. CGT et CFDT travaillent ensemble sur l'extrême-droite.
- **Jean-Yves Lefort** (75 Paris) : le G9 ne s'est pas réuni, mais il a été important dans le passé pour porter les revendications. FO n'a pas fermé définitivement la porte, ce qui est une bonne chose car FO a apporté beaucoup au G9. La CGT, d'habitude monolithique, est fortement tiraillée en interne. La CGT a beaucoup de poids, mais leur attitude est inadmissible, y compris sur le terrain à Paris. A un moment, il faut leur dire stop. L'élargissement à CFDT et UNSA pose le problème des divergences de fond avec le revendicatif du G9. La CGT nous convoque, nous devons les envoyer balader. L'UNIRS doit affirmer son propre matériel au lieu de privilégier celui du G9. Des manifestations régionales sont souhaitables pour mobiliser davantage.
- **Geneviève Mérand** (75 Paris) complète pour Paris. La CGT est ainsi et on n'y peut rien, tout comme les couples où le mâle domine. La CGT a toujours été stalinienne, les retraités sont les anciens du PCF, il faut leur faire comprendre que nous avons notre mot à dire. Elle a quitté la CGT pour construire autre chose, il faut la combattre. Nous pourrions convoquer, inviter la CGT à une réunion unitaire pour avancer. FO a toujours fait les mobilisations seule.
- **Jacky Chataigner** (44 Loire-Atlantique) a rencontré Denis Turbet-Delof qui salue le CA et ses travaux. Nous avons l'outil VISA contre l'extrême-droite, qu'il faudrait utiliser. La FSU se rapprochait de la CGT, avec la perspective d'une « maison commune » qui ne semble pas avoir de conséquences concrètes. Le car pour le 19 novembre a une trop grande amplitude pour mobiliser (6 h – 22 h), seul le train est réaliste. Que va décider Lecornu contre les retraités. Être efficace passe par la multiplication des actions locales.
- **André Delcroix** (59 Nord) : ça se passe un peu différemment avec la CGT dans le Nord, dans la bonne entente avec des liens d'amitié réelle, grâce au travail réalisé en commun au CDCA. FO et CFTC ne

viennent jamais. Le 14 octobre se passera devant le Medef. La CGT n'a pas invité CFDT et UNSA. Les thèmes d'interventions auprès du Medef ont été répartis. Contre l'extrême-droite, Attac a provoqué une réunion pour construire un collectif.

- **Philippe Cornélis** (SUD PTT) se rappelle d'une période où la CGT était plus unitaire. Il faut continuer à maintenir ce qui reste du G9 et gueuler contre les pratiques de la CGT. Le tract UNIRS pour le 14 est une bonne chose. Le rassemblement à Paris le 14 aura une représentation des actifs CGT, en sera-t-il de même pour Solidaires ? C'est la manifestation nationale qui est dans le paysage du 19 novembre, elle est importante du fait de l'ampleur des attaques. La CGT y sera très majoritaire, en mobilisant ses actifs. Ce 19 novembre sera la seule initiative contre les attaques du gouvernement à l'égard des personnes retraitées.
- **Anne Millant** (SUD-Rail) : une manif nationale se justifie face à l'ampleur des attaques. Lors de la dernière, Solidaires n'était pas ridicule. Elle informe d'une réunion organisée par des chercheurs sur le thème de l'extrême-droite et du syndicalisme, organisée par le collectif Syndicalistes à Paris au CNAM le 24 septembre.
- **Christian Mahieux** pense que le courrier du G5 à la CGT a marqué le coup et pèse dans le rapport de forces, bien qu'il soit affaibli par le départ de FO (sans même nous en parler avant). Si, en paroles, toutes les autres organisations sont à égalité, l'autre partie du rapport de forces, ce sont les actes et le nombre de manifestant·es. Nous sommes incapables d'organiser un autre rassemblement que celui de la CGT, nous sommes absents dans plusieurs départements, même le G8 sans la CGT ne ferait pas le compte. On ne peut pas dire que nous sommes contre la manifestation nationale, il n'y a pas d'alternative, nous ne pourrions pas mobiliser réellement dans les départements. Le recto/verso UNIRS/G8 est une bonne chose. Comment faire avec la réunion CGT CFDT UNSA du 19 octobre ? Nous vérifierons les positions des autres organisations.
Nous avons des matériels et plusieurs cadres collectifs contre l'extrême-droite.
Il demandera la présence d'un·e membre du SN le 14 octobre.
Dans la suite du courrier G5 à la CGT, Patrice enverra à FSU, CGC, FGR-FP avec copie à FO un message demandant un échange entre nous sur le comportement à tenir si nous sommes invités par la CGT à la réunion avec CFDT et UNSA.
- **Anne Millant** prépare un texte général Solidaires pour la déclaration pendant le rassemblement.

Actions du 14 octobre et du 19 novembre

Le 14 octobre, le conseil d'administration de l'Agirc-Arrco se réunit et devrait décider, par blocage du Medef, le gel des pensions complémentaires. Solidaires avait envoyé un projet de tract d'appel au 14, il a été adopté par CGT, FSU, Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & Solidaires.

Comment se prépare ce 14 octobre dans les départements ?

Le 19 novembre, une manifestation nationale à Paris mettra les retraité·es dans la rue en pleine période des discussions sur les PLF et PLFSS et les « économies » à réaliser, dont celles que nos mobilisations

ont repoussé l'année précédente. Le G8 sera probablement renforcé par la CFDT et l'UNSA, de par la volonté de la CGT, nous ne connaissons pas encore les revendications qui seront mises en avant, mais le G8 a décidé que ce serait sur la base de ses revendications. Les décisions seront-elles respectées ?

Pour mobiliser sur des bases claires le 19 novembre, après le 14 octobre, ne devons-nous pas prendre les devants et proposer un tract d'appel ?

Dans la discussion, proposer au G8 un tract d'appel au 19 novembre est retenu, mais seulement si nous avons aussi un tract UNIRS.

Trésorerie

Cotisations

Nous sommes 6 897 adhérent·es (au lieu de 6 769 l'année dernière), et 6 904 au total (avec les adhésions directes). Les 6 897 se décomposent en 283 pour les structures locales (au lieu de 309) et 6 614 pour les syndicats nationaux et les fédérations (au lieu de 6 460, sachant que SUD PTT a déclaré 1 000 adhérentes en plus pour 2026).

La trésorière vient de relancer les structures qui n'ont pas réglé de cotisation, y compris celles qui n'ont jamais cotisé.

Principaux éléments de la discussion :

- **Une intervention à l'AG demandait d'être dans une banque plus éthique.** Dans la discussion, personne ne connaît une banque éthique.
- **Jean-Pierre Nunès** (Basse-Normandie) demande si, à Solidaires, l'éventuelle possibilité de verser une cotisation UNIRS à Solidaires avance. Il lui est répondu que non.
- **Yves Le Lann** (44 Loire-Atlantique) a discuté de la situation du 56 et pense qu'il y a un problème politique dans SUD PTT, qui perd ses retraité·es

qui veulent adhérer directement à l'UNIRS. Le 44 y voit un problème national à régler par le national.

- **Christian Mahieux** suggère que la personne qui a proposé de changer de banque soit chargée de nous préparer un dossier sur une banque éthique. Cette suggestion est approuvée, Anne envoie cette demande. Pour le 56, Christian va participer à leur réunion vendredi prochain, il informe que les militants PTT qui partent sont en désaccord avec le Solidaires départemental, pour des raisons que l'on ne connaît pas. Ils ont démissionné, ne sont plus syndiqués. En tant que retraité·es, ils veulent adhérer à l'UNIRS, ce que l'on ne peut qu'accepter, sauf s'il y avait un veto explicite et motivé du Solidaires départemental.
- **Jean-Pierre Nunès** (Basse-Normandie) informe que son syndicat de retraité·es fonctionne sur la Région où de très nombreux retraité·es restent dans leur syndicat. La structure retraité·es permet à des isolé·es de se syndiquer. Solidaires Finances Publiques a tendance à conserver ses retraité·es mais constate de plus en plus de départs de la part de personnes ne voyant plus l'utilité de rester dans leur syndicat.

Solidaires départementaux	2025		2026		Organisations nationales	2025	2026
	adhérent.e.s direct.e.s déclaré.e.s	Cotisation de base uniquement	adhérent.e.s direct.e.s déclaré.e.s	Cotisation de base uniquement			
02 Solidaires Aisne	5				ALTER	200	200
04 Solidaires Alpes de Hte Provence	3		3		SNABF	335	334
05 Solidaires Htes Alpes					SNJ	186	
07/26 Solidaires Ardèche / Drôme	1		2		SNUPFEN Solidaires	220	
08/10/51/52 Solidaires Champagne-Ardenne	6		6		Solidaires CCRF et SCL	14	10
11 Aude		x		x	Solidaires Douanes	22	29
13 Solidaires Bouches du Rhône		x	3		Solidaires Finances Publiques	1 474	1 474
14/50/61 Solidaires Calvados, Manche, Orne	73		67		Solidaires I.D.D.		
16 Solidaires Charente			2		Solidaires Informatique	22	22
19 Solidaires Corrèze	5		1		Solidaires Justice	2	2
22 Solidaires Côtes d'Armor		x			Solidaires Météo	90	83
25 Solidaires Doubs	13		13		Solidaires Sud Emploi	4	
27/76 Solidaires Hte Normandie	18		17		Sud Aérien		
28 Eure-et-Loire					Sud CAM	450	450
29 Solidaires Finistère	8		9		Sud Centrale MINEFI		3
30 Solidaires Gard					Sud Chimie Pharma	2	
31 Solidaires Haute Garonne					Sud Collectivités Territoriales	200	200
32 Solidaires Gers	6		2		Sud Culture et Medias Solidaires	33	33
33 Gironde			1		Sud Education	200	200
34 Solidaires Hérault	6		10		Sud Energie		
35 Solidaires Ile et Vilaine	4		4		Sud FPA Solidaires	15	15
37 Solidaires Indre et Loire		x		x	Sud Insee	14	14
38 Solidaires Isère		x		x	Sud Intérieur		
44 Solidaires Loire Atlantique	20		20		Sud MSA		
45 Solidaires Loiret	27				Sud Protection Sociale		
46 Solidaires Lot					Sud PTT	1 203	2 253
49 Solidaires Maine et Loire					SUD-Rail	1 226	1 233
54 Solidaires Meurthe et Moselle		x		x	Sud Recherche EPST	25	25
56 Solidaires Morbihan					Sud Rural - Equipement	5	8
57 Moselle		x			Sud Santé Sociaux	200	
58 Solidaires Nièvre					Sud Solidaires BPCE	260	
59 Solidaires Nord					Sud Travail Affaires sociales		
59/62 Solidaires UIR 59/62	21		21		SUNDEP Solidaires	52	
60 Solidaires Oise					SUPPER		
62 Solidaires Pas-de-Calais 59/62					Syndicat ASSO	1	1
63 Solidaires Puy-de-Dôme - Auvergne ?	18		18		SUD Solidaires des Transports Routiers		10
69 Solidaires Rhône			5		SUD Industrie		
71 Solidaires Saône et Loire		x	3		SUD SDIS	5	15
72 Solidaires Sarthe		x		x	Total	6 460	6 614
73 Solidaires Savoie	1			x			
74 Solidaires Hte Savoie		x					
75 Solidaires Paris	24		26				
76 Seine Maritime : Hte Normandie 27/76					TOTAL Structures et locaux	6 769	6 897
78 Yvelines		x		x	Total avec les adhésions directes		6 904
79 Deux Sèvres			1				
80 Solidaires Somme	13		9				
82 Solidaires Tarn et Garonne	4		5				
83 Solidaires Var		x	1				
84 Solidaires Vaucluse							
85 Solidaires Vendée	19		20				
88 Solidaires Vosges		x		x			
91 Solidaires Essonne	7		7				
94 Solidaires Val de Marne	7		7				
Total Solidaires local	309	13	283	8			

Dépenses

Site Internet

Nous n'avons plus de place sur le nouveau site qui va être mis en place. Pour voir le nom Unirs, il faut, sur la première page, cliquer sur « trouver un syndicat » puis aller tout en bas de la nouvelle page. Pour le moment, rien n'apparaît, mais il y a possibilité d'y inscrire un lien qui renverra sur un site UNIRS qu'il faut créer, en précisant nos besoins, avec l'aide technique d'un membre du SN, en payant une entreprise pour le réaliser.

Quels sont nos besoins ? Actuellement, nous mettons nos dossiers importants (comme le cahier revendicatif), les communiqués de presse, les tracts, les notes mensuelles, le relevé de décisions du G9 ... et des comptes-rendus du CA UNIRS et du G9 qui seraient mieux placés dans une partie interne du site.

Avons-nous besoin d'un site, au point d'y travailler et de payer pour sa mise en place ?

La discussion fait ressortir l'obligation d'avoir un accès visible aux différentes informations, sans avoir besoin de chercher. La première page doit donner accès à nos différentes expressions en cliquant dessus. Le CA pense qu'il faut une partie interne accessible avec un mot de passe.

Le changement de site, l'obligation de construire un site, est la conséquence de décisions de Solidaires, nous demanderons que la construction du site soit payée par le budget national de Solidaires. Au bureau national de Solidaires, nous avons critiqué la régression du nouveau site qui ne permet plus d'y apparaître, celui d'avant était encore mieux, il permettait d'avoir une partie interne, ces évolutions ne vont pas dans le sens de la construction d'un outil interpro. Dans les différentes notes nationales sur le nouveau site, nous n'avons pas vu que nos pages allaient disparaître.

D'autres exemples de dysfonctionnement sont cités : en cliquant sur international, on ne voit plus tous les bulletins par numéro. Le référencement doit être amélioré, les anomalies vont se résoudre. La disparition des pages fédés est un choix politique.

Logiciel de mise en page

La note mensuelle est mise en page par un logiciel que le CA a décidé d'acheter il y a quelques années. Ce logiciel a bénéficié de nombreuses mises à jour gratuites, mais cette fois-ci la mise à jour est payante, 249 € HT pour un prix de lancement jusqu'au 15 octobre (737 € après).

Le CA est d'accord pour cet investissement.

Préparation de l'AG du 8 décembre

Rappel des dates du CA pour préparer l'AG :

- Lundi 21 septembre : discussion de décision sur l'essentiel du contenu de la motion d'orientation.
- Lundi 5 octobre : adoption de la motion d'orientation et envoi aux équipes.
- Jeudi 5 novembre : discussion des amendements présentés par les UDIRS, les syndicats nationaux et les fédérations (intégration ou rejet), puis envoi de la motion définitive le 6 novembre (au plus tard dans la semaine).
- Lundi 7 décembre : préparation de l'AG par le CA.
- Mardi 8 décembre : AG.

Invitation à l'AG avec un coupon réponse :

Christian adapte celle de l'année dernière en ajoutant les dates pour les amendements.

Ordre du jour : Christian s'inspire de celui de l'année dernière.

Visioconférence : depuis la Covid, l'accès à l'AG en visioconférence semble obligatoire pour une participation des délégations éloignées. Anne Millant demande un lien au SN.

Liste d'émargement et liste Internet des personnes participantes agunirs@listes.solidaires.org : Patrice s'en occupe.

Rapport d'activités : Anne, Carine, Christian, Patrice.

Motion d'orientation : Anne.

Rapport de trésorerie, rapport de la commission de contrôle : Carine s'occupe de la trésorerie, donnera les éléments pour le contrôle à Odette et Jean-Yves.

Élection des membres du Conseil d'Administration de l'UNIRS : a priori, les personnes présentes seront représentées par leur structure.

Thème du débat :

- **Jacky Chataigner** (44 Loire-Atlantique) propose dérèglement climatique et conséquences pour les retraité·es, thème déjà étudié au cours d'un CA ouvert à tous et toutes. Dans ce cas, on inviterait Patrick Farbiaz qui n'a pas eu beaucoup de temps pour s'exprimer. Il propose aussi extrême-droite, thème fait aussi, de façon plus longue. Dans tous les cas, il faut faire le lien avec la situation des retraité·es. Un dossier du monde existe sur le dérèglement. A Nantes, hôpital et gare neufs sont intenables l'été avec un effet serre.
- **Yves Le Lann** (44 Loire-Atlantique) confirme, les architectes expliquaient que tout était prévu pour la chaleur, mais quand la canicule est arrivée, l'effet de serre a rendu la gare infréquentable.
- **Christian Mahieux** précise que le thème choisi doit nous permettre d'apprendre quelque chose.
- **Gérard Gourguechon** (Solidaires Finances publiques) pense que nous avons plus de choses à apprendre sur les conséquences du dérèglement que sur l'extrême-droite.
- **Anne Millant** (SUD-Rail) constate que les décisions prises après la canicule de 2003 n'ont pas été assez suivies d'effet. Il s'agit d'une actualité qui permet de réfléchir sur les revendications. Les pouvoirs publics nient de fait le dérèglement et disent que la chaleur est un phénomène passager, d'où l'absence d'adaptation des constructions de bâtiments publics au changement climatique.
- **Jean-Yves Lefort** (75 Paris) est pour dérèglement et santé des personnes âgées.
- **Geneviève Mérand** (75 Paris) pense que Patrick serait un bon intervenant, pour discuter concrètement, par exemple des personnes seules qui meurent, chez elles ou aux urgences dans les hôpitaux depuis 1983 avec la fermeture des hôpitaux de gériatrie et la vente des bâtiments, rachetés par le privé.
- **Jean-Pierre Nunès** (Basse-Normandie) rappelle qu'il devait rédiger avec Patrick une synthèse du

débat sur le dérèglement, il lui a envoyé un projet et attend la réponse. L'avenir connaîtra une augmentation des canicules et des records battus, l'année 2026 sera la plus froide des 10 années à venir. Les politiques, les industriels nient le dérèglement, nous devons nous manifester.

Il cite un exemple de ce que l'on pourrait faire : à Caen, la construction d'un nouveau CHU se termine mais apparemment, rien n'est prévu pour le dérèglement climatique. Un collectif commence une campagne sur le bâti scolaire, des Ehpad, des hôpitaux, ... Le syndicat a posé par écrit des questions au CHU et, si les réponses sont négatives, il demandera que des adaptations soient prises. Le G9 a été interpellé pour reprendre à son compte ces questions.

- **André Delcroix** (59 Nord) cite un témoignage en Saône et Loire sur l'oubli des canicules lors de la construction de l'hôpital.

Décision : Anne Millant contacte Patrick et nous arrêtons les axes précis lors de la prochaine réunion.

Intervention du SN : Christian demande au SN de bloquer la date.

Préparation technique :

- La réservation des chambres pour les camarades du C.A. : Carine.
- Avant l'AG, des cavaliers de présentation des personnes seront à disposition : Carine et Geneviève (Patrice prépare le fichier à imprimer).
- Viennoiseries : Anne. Café : Carine.
- Présidence de séance : Carine le matin et Geneviève l'après-midi, ou l'inverse.
- La visioconférence sera installée par Paris (Anne demande au SN le lien et à Solidaires Paris l'installation du matériel).
- Repas : couscous du restaurant proche (Gérard) ; achats pour l'apéro (Carine et Anne).

Contenu de la motion d'orientation

Anne Millant a rédigé une synthèse du cahier revendicatif (que le CA doit vérifier) pour éviter d'alourdir la motion. Tout le monde s'engage à regarder s'il manque des éléments importants.

Pour la motion d'orientation elle-même, Anne présente un projet de motion qu'elle a envoyé aux membres du CA avant la réunion :

- la lutte contre l'extrême droite ;

- la lutte contre les causes du réchauffement climatique (rapport Piketty) ;
- agir contre l'invisibilité des violences sexuelles et féminicides contre les femmes retraitées, aborder le suicide forcé et le relogement lorsque le mari est violent ;
- agir contre l'isolement des personnes âgées.

Yves Le Lann (44 Loire-Atlantique) propose des modifications de forme, il les enverra à Anne.

Actualités

Anne Millant présente la note actualités qu'elle a envoyé aux membres du CA (à voir en fichier annexe).

Elle insiste sur les démantèlements, par exemple de l'ADEME en pleine canicule, sur les suppressions d'emploi à l'ONF malgré l'état des forêts (avec l'exemple des dégâts constatés à Fontainebleau), sur la météo menacée.

L'UDIRS Loiret, après avoir pris connaissance du communiqué de l'UNIRS sur la loi fin de vie, a regretté qu'il ne soit fait aucune allusion à la quasi-inapplicabilité de cette loi dans les EHPAD où meurent pourtant 30 % des personnes âgées. Le manque de médecins coordonnateurs et de personnel infirmier, le faible pourcentage d'intervention des équipes de soins palliatifs dans ces établissements (10 %), les fermetures d'USLD, la possibilité pour les EHPAD privés de refuser d'appliquer la loi si un autre établissement à proximité (!) peut le faire, sont autant d'obstacles à la mise en œuvre de la loi sur la fin de vie pourtant peu ambitieuse.

- Le bureau de l'UNIRS a tenu compte de cette demande et a ajouté un encart à ce sujet dans l'article « La loi Fin de vie acceptée mais modifiée par le Conseil constitutionnel ».

Le Loiret a aussi fait part de son document sur les droits des personnes âgées en EHPAD, notamment en cas de fermeture administrative d'un établissement où la procédure ne prévoit aucune consultation des résidents et des familles qui sont mises devant le fait accompli.

- Le bureau de l'UNIRS a mis une synthèse de ce document dans la note UNIRS. Le Loiret a envoyé son document aux structures, via la liste <unirs-referent@listes.solidaires.org>

Sujets abordés dans la discussion :

- **Anne Millant** pointe les contradictions du Sénat qui veut économiser sur les hôpitaux et développer les soins palliatifs.
- **Gérard Gourguechon** (Solidaires Finances publiques) rappelle que, lorsque Trump a cassé les agences en arrivant au pouvoir, la France se moquait de lui, mais elle le fait aussi. L'appareil d'Etat se met au service du business et de la finance, pas au service de l'intérêt général. Le

marché fait la loi, le gouvernement obéit à la finance et la démocratie se dilue.

- **Philippe Cornélis** (SUD PTT) insiste sur la droite, les cercles patronaux, une partie des économistes qui affirment que les retraites pèsent trop et qu'il faut développer la retraite par capitalisation.
- **André Delcroix** (59 Nord) a constaté le peu de réflexions sur les causes du dérèglement. Lorsque la météo indique le temps, elle donne des conseils pour s'adapter à la chaleur.
- **Yves Le Lann** (44 Loire-Atlantique) informe que Météo France a pour mission d'indiquer le temps sur les deux prochains jours, mais qu'elle peut prévoir à plus long terme. La ministre, après une visite à Météo France a annoncé « il va faire chaud dans 15 jours », son affirmation est de sa responsabilité. Il ne faut pas confondre le service public Météo France et les journalistes qui présentent la météo et donnent des conseils. Il conseille de regarder sur Arte « Fuck la planète », qui dénonce les milieux politiques qui « résumaient » les rapports du GIEC en disant l'inverse. Le stade suivant est l'époque de Trump qui nie le travail des scientifiques.
- **Jean-Pierre Nunès** (Basse-Normandie) s'insurge contre la culpabilisation des malades, les attaques contre les personnes, l'individualisation et l'absence de mesures contre les causes du dérèglement.
- **Gérard Gourguechon** (Solidaires Finances publiques) différencie le malade qui « prendrait trop de médicaments » et l'irresponsable qui jette son mégot par la fenêtre.
- **Geneviève Mérand** (75 Paris) explique que, quand une infirmière se trompe de médicaments, il ne faut pas faire retomber la responsabilité sur elle, un individu, car c'est la conséquence de la suppression des effectifs dans les hôpitaux.
- **Jacky Chataigner** (44 Loire-Atlantique) revient sur l'accent mis sur les responsabilités individuelles, l'augmentation des dépenses (et pas les recettes). Le RN contestait le GIEC et maintenant, il ne nie pas le dérèglement et propose comme mesure, la généralisation de la climatisation, ce qui est une hérésie.

- **Anne Millant** rappelle la mise en avant de Pierre Rabhi et de son colibri qui renvoyait toujours la question de la protection de l'environnement sur les efforts individuels sans jamais incriminer les entreprises. Ce type de raisonnement a des conséquences dans la prise de conscience et les mesures à prendre.

- **Michèle Béarez** (59 Nord) demande si Solidaires a réfléchi sur la décroissance, Jacky répond oui mais le débat n'a pas été tranché. Ce pourrait être le débat de l'année prochaine...

Divers

Lors de la précédente réunion, en conclusion provisoire du point sur les associations, il a été décidé :

- Nous ferons part au G9 de ce texte et lui demanderons une démarche commune : la situation du G9 n'a pas permis, pour le moment, de faire la moindre proposition qui sort du cadre strict des actions des retraité·es
- Nous allons envoyer ce texte à SUD Asso et SUD Culture et Media Solidaires ; interroger sur une rencontre : Patrice le fait.
- Pour les associations en difficulté, le bureau UNIRS a le mandat permanent de leur envoyer un courrier de soutien.
- Pour les associations proches avec qui on a tendance à bosser, on est prêt à relayer vos mobilisations, êtes-vous d'accord et en sens contraire à recevoir des informations sur les mobilisations. On est dans le même bateau. Jean-Pierre envoie un projet de courrier aux associations.

Manifestation de retraité·es à Madrid

La traditionnelle manifestation « estatal » à Madrid de fin octobre est appelée par les associations de retraité·es de toute l'Espagne et des organisations syndicales (CGT, Intersindical, ...). Elle aura lieu le 24 octobre.

Décisions : à l'unanimité. Jacky Chataigner y va pour représenter l'UNIRS.

Mayotte

Les responsables retraité·es ont changé. Christian demande la liste des adresses Internet des personnes à qui envoyer nos informations.

Haut Conseil de l'Âge

Les représentants au HCA qui sont membres du G9 travaillent ensemble et n'ont pas le temps nécessaire pour refaire le même travail dans les réunions du G9.

Les organisations qui ne sont pas au HCA peuvent consulter tous les documents sur le site de la FGR-FP et envoyer des remarques, des avis à la FSU (Marylène) qui fera suivre au groupe.